

[livreshebdo.fr](https://www.livreshebdo.fr)

# Aux RNL 2026, la librairie face à ses fractures : inquiétudes, tensions et appel au sursaut collectif - Livres Hebdo

Par *Éric Dupuy*

7-9 minutes

---

Il y a deux ans, dans un contexte post-pandémie, les Rencontres nationales de la librairie [avaient encore des airs de renaissance pour le secteur](#). En 2026, le ton a changé. Dans les allées du Couvent des Jacobins de Rennes, où se sont ouvertes dimanche 7 juin les 8<sup>e</sup> Rencontres nationales de la librairie, les embrassades ont laissé la place à des mines inquiètes pour l'avenir de la profession.

Un avenir incertain, que les 1 200 professionnels réunis, dont 750 libraires, entendent pourtant repenser collectivement à l'occasion de ces retrouvailles « *devenues incontournables pour tous les professionnels du livre* », a souligné **Alexandra Charroin-Spangenberg**, présidente du Syndicat de la librairie française (SLF). Entourée sur scène de l'ensemble des représentants et bénévoles du syndicat, elle a ouvert le bal sur un ton grave : « *Le futur économique que nous décrivions en 2024 à Strasbourg nous a malheureusement rattrapés* ».

## La librairie indépendante économiquement et

## politiquement menacée

Et de fait : la situation économique et financière des librairies a continué de se dégrader. Inflation persistante, marges sous pression, contraction du marché, explosion des coûts fixes, fermetures en série : les indicateurs sont au rouge. Les plus petites structures, souvent les plus fragiles, restent les plus exposées, comme l'a confirmé l'[étude Xerfi](#) présentée lors de cette première journée. Ainsi que les librairies en ruralité, qui ont fait l'objet d'une [étude spécifique de la Fill](#).

Un motif de plus pour réaffirmer le rôle essentiel de la librairie indépendante sur les plans social, culturel et même démocratique. « *La librairie indépendante est un maillon essentiel de notre vie démocratique* », a notamment rappelé **Rozenn Andro**, adjointe à la maire de Rennes à la culture, appelant à « *défendre une culture qui ne se laisse pas confisquer* ».

Mais derrière l'affirmation, la lassitude et la frustration n'ont pu être tout à fait contenues. « *Les appels à la solidarité et à l'action lancés par **Anne Martelle** (ancienne présidente du SLF, ndlr) sont pour la plupart restés lettres mortes. La situation économique et politique s'est aggravée et chaque jour qui passe rend l'inertie de nos partenaires de plus en plus incompréhensible et coupable* », a dénoncé Alexandra Charroin-Spangenberg, dans un discours combatif, parfois chargé en émotions.

## Revendications et désaccords

Plusieurs fois, les tensions entre libraires et éditeurs ont affleuré, parfois à demi-mot, parfois plus frontalement. Chacun renvoyant à l'autre sa part de responsabilité. Les libraires

reprochant aux éditeurs la fragilisation du modèle et des avancées tardives et insuffisantes. Les éditeurs incriminant des prises de position perçues comme préjudiciables pour l'équilibre de la profession de la part des libraires. Et évoquant dans certains cas de mauvais choix de gestion.



*Alexandra Charroin-Spangenberg : "Speaker 1: Nous serons toujours là pour promouvoir la lecture, pour défendre la création et la liberté d'expression."- Photo OLIVIER DION*

Pour télécharger ce document, vous devez d'abord acheter l'article correspondant.

Dans ce contexte, le SLF a renouvelé ses revendications, appelant notamment à une revalorisation des remises commerciales, « *pour faire que les libraires soient mieux rémunérés qu'Amazon* », ainsi qu'à la mise en place d'une [taxe sur les grands opérateurs de la filière](#), sur le modèle de dispositifs déjà existants dans d'autres secteurs.

Autre ligne de fracture : la surproduction éditoriale, pointée comme un déséquilibre structurel qui pèse sur l'ensemble de la chaîne du livre. Dans un marché qui peine à renouveler son

lectorat, le rythme de publication apparaît de plus en plus difficile à absorber pour des libraires déjà sous pression. « *Si la production du marché ne peut être absorbée par un nombre décroissant de lecteurs, des éditeurs mettront la clé sous la porte* », [a averti Renaud Lefebvre](#), directeur général du Syndicat national de l'édition (SNE).

En toile de fond, une autre inquiétude s'est invitée dans les débats : la concentration croissante du secteur de l'édition. Ravivée par la récente mise à l'écart d'**Olivier Nora**, cette question cristallise les craintes autour de la préservation de l'indépendance. « *Le livre est devenu, au même titre que l'audiovisuel, la presse ou le cinéma, le vecteur d'un projet politique extrémiste et décomplexé. Or, nous refusons l'instrumentalisation du livre et de la culture au profit de la haine et du rejet de l'autre* », a prévenu la présidente du SLF, appelant les professionnels du livre à faire front commun avec les autres industries culturelles et les pouvoirs publics, notamment la ministre de la Culture **Catherine Pégard**, attendue ce lundi à Rennes, à se saisir de tous les sujets.

## **Des auteurs de Grasset rassemblés pour Olivier Nora**

**Anne Berest, Sorj Chalandon, Laure Limongi, Tania de Montaigne et Jean-Noël Orengo** se sont réunis dans le Grand auditorium des Rencontres nationales de la librairie, pour tenter de répondre, devant un parterre de libraires, à une question qui taraude le monde du livre depuis plus d'un mois déjà : « *Affaire Grasset* », et maintenant ? ». Une prise de parole à l'initiative d'une poignée d'auteurs ayant quitté la maison Grasset suite [à la mise à l'écart d'Olivier Nora](#).

« *Les bons éditeurs sont ceux qui protègent vos textes, et les magnifient* », a rendu hommage Sorj Chalandon, avant de

raconter : « *Un jour, je rends à Olivier Nora un texte qui s'appelle profession du père. Et il m'a dit, ton texte manque de grâce. Je m'en vais, car l'homme qui m'a protégé pendant 20 ans a été licencié. Je quitte Grasset car je suis licencié. La couverture jaune, aussi jolie, gaufrée, est morte. Je m'en vais parce que plus personne ne protège mes textes, parce qu'on sait que nos textes n'auraient pas été acceptés par l'équipe qui vient d'arriver. Et j'ai envie qu'un jour, un éditeur me dise : "ton papier, il manque de grâce" ».*

À la rentrée de septembre, une centaine d'auteurs, membres du collectif initié par Anne Berest, publieront chez Buchet-Chastel, sous la houlette de **Clara Dupont-Monod**, un livre racontant cette aventure. En parallèle, les auteurs mènent un combat juridique. Une trentaine d'entre eux seront reçus mardi prochain au Sénat dans le cadre de la proposition de loi défendue par les sénatrices **Laure Darcos** et **Sylvie Robert** portant sur les contrats d'édition et le minimum garanti versé aux auteurs.

Le texte arrive dans un contexte de forte tension dans la filière, après l'affaire Grasset et le débat sur une éventuelle clause de conscience des auteurs en cas de changement capitalistique d'un éditeur. Les deux parlementaires entendent s'inscrire en dehors des revendications qu'elles jugent les plus radicales : « *On ne peut pas faire une clause de conscience comme pour la presse* », nous expliquait en mai Laure Darcos. Mais il serait possible d'imaginer des « *dispositions permettant aux auteurs de récupérer leurs droits* » dans des cas circonscrits, notamment en cas de changement d'actionnaire ne leur convenant pas « *idéologiquement ou pratiquement* ».

D'autres pistes sont aussi explorées par les auteurs : faire signer une charte de bonne conduite aux maisons d'édition, demander l'accompagnement renforcé des primo-romanciers,

se rapprocher des librairies en allant à leur rencontre sans que ce soit toujours dans le cadre de la promotion d'un livre...

Pour télécharger ce document, vous devez d'abord acheter l'article correspondant.